

# SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

## Moov Africa : la Direction générale préfère-t-elle le bras de fer ?

Serge A. MOUSSADJI  
Libreville/Gabon

APRÈS la grève des travailleurs temporaires exerçant chez Moov Africa Gabon Télécom, les salariés de cette entreprise sont aussi montés au créneau en initiant, le

6 décembre passé, une grève illimitée. Ils revendiquent l'harmonisation des grilles de salaires et l'amélioration des conditions de départ à la retraite. Malgré des revendications fondées et un appel au dialogue, les employés affirment que le directeur général a choisi de les narguer

plutôt que de s'engager dans des discussions constructives. Selon le Syndicat national des télécommunications (Synatel), des témoignages recueillis au sein de l'entreprise décrivent une atmosphère de mépris manifeste envers les travailleurs gabonais. De plus, le refus persistant de la direction d'ouvrir un dialogue sérieux a exacerbé les tensions au sein de l'entreprise. Les employés, qui estiment être traités injustement, réclament non seulement une reconnaissance de leurs revendications légitimes mais aussi le respect de leur dignité en tant que travailleurs.

En réalité, la direction générale de MAGT doit faire face à deux fronts : la grève des travailleurs temporaires ISP et celle des salariés initiée dès le début du mois de décembre. Or, le Synatel et la Fédération des travailleurs du Gabon (Fetrag) dénoncent, outre des conditions de travail difficiles et le non-respect du droit, la même chose : la direction générale se moque de répondre aux revendications posées sur sa table.

"Cette situation met en évidence la nécessité d'une réflexion plus approfondie sur les relations de travail au sein de l'entreprise



Photo: Jocelyn ABILA

**Moov Africa GT traverse en ce moment une zone de turbulences.**

des télécommunications. Les Gabonais demandent non seulement des améliorations dans leurs conditions de travail mais également le respect et la dignité auxquels ils ont droit en tant que contributeurs essentiels à l'entreprise", explique le Synatel. De son côté, la Fetrag estime que l'attitude jusqu'au-boutiste de la direction est aussi confortée par d'autres personnes qui préfèrent préserver leurs avantages. Elle souhaite donc que le ministre du Travail ouvre "une enquête approfondie sur les possibles conflits d'intérêts associés aux contrats de

prestations de Moov Africa Gabon Télécom" pour "garantir la transparence et la légalité des contrats liés aux prestations de Moov Africa Gabon Télécom". Car, pense-t-elle, les indécis doivent "rendre compte de leurs actes" et "il est impératif que des mesures significatives soient prises pour éradiquer ces conflits d'intérêts et instaurer une gouvernance exemplaire dans le secteur des télécommunications."

En attendant, ce bras de fer engagé par les responsables de MAGT ne serait pas sans conséquence sur les services.

## Menace de grève à la SEEG : l'avertissement d'Oligui Nguema



Photo: DR

R.H.A  
Libreville/Gabon

Alors qu'il se trouvait à Ndendé (Ngounié) dans le cadre de sa tournée, le chef de l'Etat, président du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), le général Brice Clotaire Oligui Nguema, n'a pas manqué de s'exprimer sur la crise qui prévaut actuellement à la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG). En effet depuis vendredi dernier, les agents de cette société monopolistique sont vent debout suite à l'annonce du non-paiement de leur 13e mois, attendu vendredi 8 décembre 2023. L'administration évoquant des problèmes de trésorerie ne permettant pas à ses agents de recevoir ce dû annuel. Pour manifester leur mécontentement,

les agents ont investi la façade du siège de Libreville et bloqué les entrées des bureaux et éteint les lumières. Menaçant de plonger le pays dans le noir en cessant leurs activités. Ce qui n'a pas été apprécié par le patron de la Transition qui a envoyé un message d'avertissement aux grévistes depuis le chef-lieu de la Dola.

"Que nous, on soit dans le noir, je verrai là où ils seront", a menacé le chef de l'Etat. Portant la cause des consommateurs, il a rappelé "qu'ils nous mettent tous dans le noir et je verrai là où ils seront". Il s'est par ailleurs attaqué au syndicat qui, selon lui, "se croit plus fort que l'Etat".

Le général Brice Clotaire Oligui Nguema a par ailleurs menacé de remplacer les agents grévistes par "d'autres gabonais qui veulent travailler".

## Port-Gentil/Mouvements sociaux : Perenco dans l'œil du cyclone

René AKONE DZOPE  
Port-Gentil/Gabon

LE secteur pétrolier bouge dans notre pays, malheureusement pas dans le bon sens. La quasi-totalité des entreprises opérant dans le domaine des hydrocarbures est visée par des grèves en perspective. Conséquence pour bon nombre d'entre elles des mesures contractuelles et du Code du travail. Le gouvernement a déjà ouvert les discussions pour les premiers préavis de grève.

On croyait qu'elle en était épargnée, la Direction générale de Perenco Oil & Gas Gabon (POGG) a reçu, si on s'en tient à l'accusé de réception, un préavis de grève illimitée, le 8 décembre dernier, de la part de l'Organisation nationale des employés du pétrole (ONEP), au nom de ses adhérents. Lire de ces salariés repose sur plusieurs raisons, notamment le comportement du directeur général.

Selon eux, il "s'illustre avec insistance dans la violation des droits de l'Homme au travail

par l'atteinte à la dignité de vos travailleurs et l'aliénation de leurs libertés individuelles et collectives, et ce, en violation de l'article 3 du Code du travail qui dispose que "le travail est une source de valeur. Il exige que la dignité et les libertés de celui qui l'exerce soient respectées". Il est reproché également à POGG, l'utilisation "abusive" et "illégal" de la main-d'œuvre étrangère... Comme on le voit il y a de l'électricité dans l'air.

*Affaire à suivre.*